SON DIRECTEUR DE LA SÉCURITÉ RACONTE

Comment Ben Ali a fui la Tunisie

La fuite de la famille Ben Ali racontée par un homme-clé du régime. Faux passeports. Chaos à l'aéroport de Tunis, changement au dernier moment : Ali Seriati, l'ex-chef de la sécurité de Ben Ali, a livré hier devant la justice sa version du 14 janvier 2011, date de la fuite du président tunisien après des semaines de soulèvement populaire.

Poursuivi pour tentative de «sortie illégale de devises et falsification de passeport», Seriati, homme-clé du régime de Zine El Abidine Ben Ali, comparaissait devant le tribunal de Tunis avec 23 autres prévenus, membres de la famille présidentielle.

Tous ont été arrêtés le 14 janvier à l'aéroport de Tunis-Carthage alors qu'ils tentaient de fuir le pays en possession de sommes d'argent importantes et de bijoux. Ali Seriati, lui, a été interpellé à l'aéroport militaire de l'Aouina, mitoyen de l'aérogare civil, après que l'avion de Ben Ali et quatre membres de sa famille eut décollé vers l'Arabie saoudite.

La Tunisie est alors plongée dans la révolte et les manifestations se succèdent dans le pays.

«Vers 13h, le 14 janvier, le président m'a demandé de préparer son avion», raconte Seriati dans la salle d'audience bruyante, bondée de journalistes et d'avocats.

Le chef de la sécurité présidentielle, un corps particulièrement redouté par les Tunisiens, s'exécute. Quelques heures auparavant, Ben Ali lui a demandé de préparer les passeports rouges diplomatiques pour sa famille restreinte. Au moins l'un d'entre eux est un faux, selon l'accusation.

Ben Ali n'avait pas l'intention de partir, il voulait rester en Tunisie pour «assurer la sécurité» du pays, affirme Seriati, qui a fait embarquer le couple et deux de leurs enfants notamment.

Le général Seriati affirme que Ben Ali s'est laissé «attendrir» par ses enfants, notamment le petit Mohamed, âgé de six ans, et qu'il a embarqué dans l'avion.

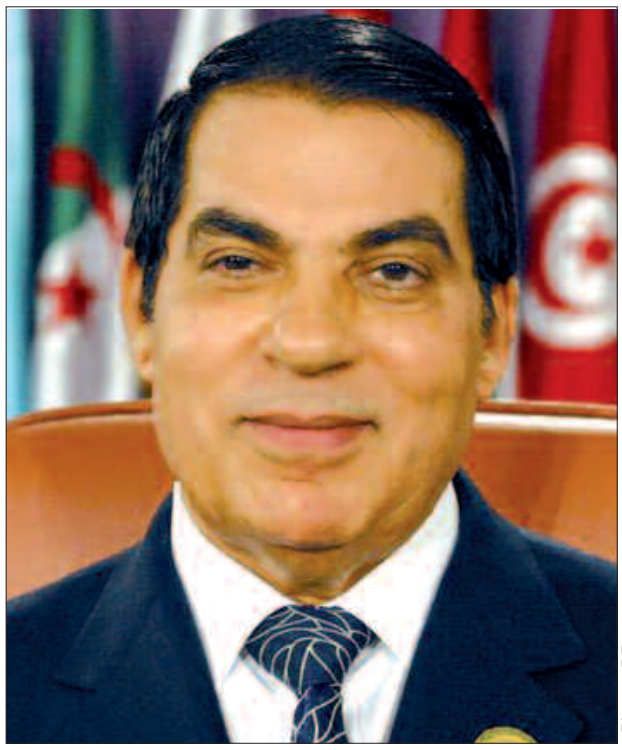

Photo : DR

L'appareil présidentiel décolle en fin d'après-midi de l'aéroport militaire de l'Aouina et atterrit quelques heures plus tard en Arabie saoudite.

«C'est ça, Ben Ali voulait aller faire le pèlerinage de La Mecque !», interrompt alors un spectateur exaspéré. Pourquoi l'avion est-il parti de l'aéroport militaire ?

«Je voulais les faire partir de l'aéroport de Tunis-Carthage. J'ai appelé le plus haut gradé de l'aéroport, Zouhair Bayati, et ce n'était pas sa voix», reprend Seriati, qui dit alors avoir compris que l'aéroport civil avait changé de mains.

En outre, Marouane Mabrouk, un autre gendre de Ben Ali, l'appelle pour l'informer que sa femme et d'autres membres du clan ont été arrêtés par des «unités anti-terroristes» à l'aéroport civil. Le général Seriati a donc changé les plans et fait partir la famille restreinte de Ben Ali depuis l'Aouina.

Parmi toutes les zones d'ombre qui entourent la fuite de Ben Ali, le rôle de Seriati est très questionné en Tunisie, certains le soupçonnant d'avoir poussé le président à partir, dans l'espoir de prendre ensuite le contrôle du pays.

Avant le témoignage de Seriati, les autres prévenus, tous membres de la famille Ben Ali/Trabelsi et tous incarcérés, ont défilé à la barre.

Quatorze hommes, arrivés menottés, et neuf femmes, dissimulées sous des abbayas blanches, ont contesté les accusations de tentative de fuite et détention illégale de devises.

«Vous avez tenté de fuir le pays à 15h le 14 janvier 2011, en possession de devises et de bijoux», leur a lancé le président du tribunal Faouzi Jbali.

Parmi les prévenus figuraient deux sœurs de Leïla Trabelsi, et surtout Imed, son neveu préféré, déjà condamné en juin dernier à quatre ans de prison pour consommation de stupéfiants.

L'audience a été suspendue jusqu'au 2 août.

Entretien téléphonique entre Abbas et Ashton sur la crise financière de l'Autorité palestinienne

Le président palestinien Mahmoud Abbas a eu hier un entretien téléphonique avec la chef de la diplomatie européenne Catherine Ashton, sur les développements de la crise financière «aiguë» que traverse l'Autorité palestinienne, a rapporté l'agence de presse palestinienne Wafa.

Selon cette source, les deux parties ont évoqué lors de leur conversation, la crise financière qui paralyse le gouvernement palestinien en grande partie parce que les fonds promis ne sont pas arrivés. Le Premier ministre Salam Fayyadh avait déjà averti au début du mois qu'en leur absence, les employés de l'Autorité palestinienne ne recevraient que la moitié de leurs salaires. Outre la crise financière, le président Abbas a également passé en revue avec Mme Ashton, les derniers développements de la situation en Palestine et dans la région du Proche-Orient, a ajouté Wafa. M. Abbas avait réclamé lundi la convocation d'une réunion de la Ligue arabe sur la crise financière que connaît l'Autorité palestinienne, qui «redoute d'être incapable de payer les salaires de ses fonctionnaires». «Il est devenu urgent que les pays arabes honorent leurs obligations financières, étant donné qu'il apparaît possible que l'Autorité palestinienne s'avère incapable de payer les salaires pour le mois en cours et pour le suivant, qui est celui du Ramadan», avait-il prévenu. Dans ce contexte, la Ligue arabe a appelé hier ses Etats membres à se conformer aux décisions des sommets arabes en matière d'aide financière à l'Autorité palestinienne, en marge de la réunion extraordinaire du conseil de l'organisation au niveau des délégués permanents qui a débuté hier pour examiner la crise financière en Palestine. La décision prise lors du sommet arabe de Beyrouth (2002) portant sur l'octroi d'une aide estimée à 55 millions USD à l'Autorité palestinienne par mois vise à soutenir le peuple palestinien contre Israël qui tente de détruire l'économie palestinienne et amener le peuple palestinien à quitter son territoire. L'Autorité palestinienne dépend largement des donateurs étrangers pour équilibrer son budget annuel. Elle reçoit également de manière périodique des transferts de taxes prélevées par Israël sur des marchandises destinées aux Palestiniens transitant via les ports et aéroports israéliens. Israël avait suspendu le 1er mai ces transferts après l'accord conclu le 27 avril entre les mouvements Fatah et le Hamas.

IRAN

Téhéran accuse Israël d'être derrière l'assassinat d'un scientifique iranien

Le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Ramin Mehmanparast, a accusé hier Israël d'être derrière l'assassinat d'un scientifique iranien.

Lors d'une conférence de presse, M. Mehmanparast a déclaré qu'Israël «a orchestré et financé les attaques terroristes contre les scientifiques iraniens».

Les médias locaux ont rapporté samedi dernier que Dariush Rezaei, docteur en physique nucléaire et professeur à l'université, «a été tué par des motards devant son domicile dans l'est de Téhéran».

M. Mehmanparast a déclaré que «les terroristes soutenus par Israël ont souvent recours à l'assassinat des universitaires iraniens».

EUROPE

Comment la droite dure s'est établie dans les pays nordiques

Une droite dure au discours mêlant anti-immigration, islamophobie et défense de l'Etat-providence a fait son nid depuis 15 ans dans les pays nordiques en agitant la menace d'une perte d'identité d'une société de moins en moins blonde aux yeux bleus.

Même s'il convient de la distinguer de ses crimes présumés, cette poussée générale en Scandinavie, selon des experts, plante le décor du parcours d'Anders Behring Breivik, le Norvégien «fier de ses racines vikings», qui a avoué les tueries d'Oslo.

Le suspect a expliqué lors de son audience à huis clos lundi qu'il avait voulu, avec ses attaques sanglantes, envoyer «un signal fort» au gouvernement de gauche norvégien afin qu'il cesse de «déconstruire la culture nordique et l'importation en masse de musulmans».

«Breivik est bien sûr seul dans son extrémisme, dans ses crimes. Mais c'est intéressant de voir qu'il évolue dans un contexte socio-politique, que ce n'est pas une fusillade comme une autre, il ne sort pas de nulle part», a dit à l'AFP Kari Helene Partapuoli, la directrice du Centre antiraciste à Oslo.

Le Parti du progrès (droite populiste) norvégien «a été très doué pour orienter le débat public», y compris en s'en prenant aux musulmans et aux étrangers, rappelle-t-elle.

Pour ainsi dire, vides de communautés extra-européennes, jusqu'aux années 1970-1980, les pays nordiques ont depuis servi de refuge et de nouvel horizon à des centaines de milliers d'immigrés, notamment de pays ou de zones de conflit comme l'ex-Yougoslavie, la Somalie ou le Kurdistan.

La Suède a accueilli plus de réfugiés irakiens après la guerre de 2003 que tous les grands pays d'Europe réunis, selon l'Autorité des migrations. A Oslo, le prénom le plus donné en 2010 a été Mohammed et ses diverses déclinaisons.

La proportion de personnes nées à l'étranger a dépassé les 10% en Suède et en Norvège et se situe autour de 8% au Danemark. Des pourcentages qui montent à 27% à Oslo et au-delà des 80% dans certaines banlieues suédoises, selon des estimations officielles.

Amorcé au Danemark à la fin des années 90, l'essor de la droite populiste anti-immigration a semblé suivre en queue de comète.

«Mais le sentiment xénophobe ne s'est pas accru, au contraire il a parfois diminué, c'est plutôt une utilisation politique habile qui en a été faite», tempère Ulf Bjereld, politologue à l'Université de Göteborg.

Le Parti du progrès en Norvège, dont Anders Behring Breivik a été membre plusieurs années avant de le quitter parce qu'il semblait le juger trop modéré, est devenu le deuxième parti du pays, avec 23% des voix aux dernières élections.

Sa leader Siv Jensen a fait de «l'islamisation rampante» un de ses chevaux de bataille.

Au Danemark, le gouvernement minoritaire libéral-conservateur repose depuis 2001 sur son alliance parlementaire avec le Parti du peuple danois (PPD), en position idéale pour imposer ses idées, comme le rétablissement de contrôles douaniers permanents aux frontières.

Les Démocrates de Suède (au slogan: «garder la Suède suédoise») sont entrés au Parlement en septembre, provoquant un séisme politique qui s'est reproduit sept mois plus tard en Finlande lorsque les nationalistes «Vrais Finlandais» ont raflé 19% des voix.

Désormais, l'extrême-droite nordique est tellement dans l'establishment politique que des experts jugent que l'étiquette d'«extrême» ne lui convient plus. «Ils sont établis, ils font partie du courant dominant», expliquait récemment à l'AFP le Suédois Anders Hellström, spécialiste des mouvements nationalistes et populistes nordiques. En revanche, la frange radicale de l'extrême-droite «est émiettée, sans réelle structure», assure Cyril Coulet, spécialiste français des pays scandinaves. «En Norvège, relève-t-il, il y a des individus liés par des réseaux sociaux, de petits groupes de skinheads responsables d'attaques contre des étrangers, mais comme ailleurs en Scandinavie.»